
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 FÉVRIER 1925.

Propositions de loi :

- 1° Organisant le district métropolitain de Bruxelles;
 - 2° Relative à l'unification de la capitale;
 - 3° Régulant l'organisation administrative de l'agglomération bruxelloise (1).
-

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. MAX.

MESSIEURS,

La juxtaposition de communes dans une même agglomération crée entre elles un enchevêtrement d'intérêts d'où naissent des besoins spéciaux auxquels ne peuvent satisfaire des institutions purement communales.

A cet égard, la loi autorisant les communes à former des associations ayant un but d'utilité publique a réalisé dans notre régime administratif un incontestable progrès. Mais cette loi ne remédie pas au défaut de coordination résultant de l'absence de lien permanent entre les diverses parcelles territoriales qui, soudées les unes aux autres et formant ensemble une seule ville, conservent cependant chacune vis-à-vis de ses voisines la plus complète indépendance.

L'inconvénient est particulièrement sensible dans l'agglomération bruxelloise.

La Conférence des Bourgmestres s'efforce d'atténuer un mal évident. Elle s'est donné pour tâche de mettre une relative harmonie dans la multiplicité de réglementations disparates. Mais, dépourvue de tout caractère officiel, elle doit solliciter pour ses délibérations la ratification de quinze conseils communaux, où les considérations d'intérêt particulier ne s'effacent point toujours devant l'intérêt général.

(1) Propositions de loi, nos 41, 43 et 66 (1921-1922).

(2) La Commission, présidée par M. Brunet, était composée de MM. Bertrand, Brunet, Cocq, De Bue, De Bruycker, Doms, Elbers, Hallet, Max, Pussemier, Troclet, Uytroever et Wauwermans.

Depuis longtemps une réforme est souhaitée, qui donne à la capitale un statut administratif plus rationnel.

Trois propositions de loi s'inspirant de ce vœu ont été présentées à la Chambre des Représentants.

L'une de ces propositions émane de M. Hallet. Elle tend à la fusion complète de toutes les communes de l'agglomération bruxelloise en une commune unique. Ce système peut se défendre par d'excellents arguments. Mais dans les circonstances présentes aucune illusion n'est permise sur ses chances d'être adoptée. Les faubourgs de Bruxelles y opposent la résistance la plus énergique. Légitiment fiers de leur développement, des œuvres qu'ils ont réalisées, des institutions admirables dues à leur esprit d'initiative, attachés aux souvenirs que représente leur passé, ils n'entendent pas sacrifier leur existence individuelle. Ce sentiment est digne de respect.

Au surplus, n'est-il pas à redouter que le Parlement n'hésite à constituer au centre de notre petit pays une capitale comptant près d'un million d'habitants.

L'idée a surgi de réunir toutes les communes de l'agglomération bruxelloise en un district métropolitain auquel serait transféré d'office, pour toute une série de matières importantes, la compétence que notre législation actuelle réserve au pouvoir communal. Si les faubourgs de Bruxelles ont pu se résoudre à envisager l'éventualité d'une aussi grave atteinte au principe de leur autonomie, c'est dans la crainte d'un danger plus sérieux dont ils se croyaient menacés, celui d'une annexion pure et simple, en faveur de laquelle un mouvement d'opinion publique paraissait à un certain moment s'être dessiné.

Sous l'influence de cette préoccupation fut élaboré le projet de création d'un district métropolitain. Ce projet fit l'objet d'une proposition de loi déposée par M. De Bue.

J'eus l'honneur d'être invité par une Commission intercommunale constituée sous la présidence du Bourgmestre de Saint-Gilles à rechercher avec M. De Bue lui-même et MM. Diderich et Pètre, respectivement échevins à Saint-Gilles et à Saint-Josse-ten-Noode, une formule d'organisation administrative de l'agglomération bruxelloise, tenant compte des intérêts à sauvegarder et échappant aux critiques auxquelles avaient donné lieu les systèmes précédemment imaginés.

L'accord se réalisa sans difficulté. Traduit dans ma proposition de 1921, frappée de caducité par la dissolution des Chambres, il fut reproduit dans ma nouvelle proposition de loi déposée le 23 février 1922 (Document n° 66 de la Session 1921-1922).

Cette proposition institue un Conseil intercommunal formé de délégués désignés avec application du principe de la Représentation proportionnelle par les divers Conseils communaux de l'agglomération bruxelloise; chaque commune a droit à un délégué par 15,000 habitants.

Aux délibérations du Conseil Intercommunal sont applicables un certain nombre de dispositions de la loi communale.

Le Conseil Intercommunal statue sur les objets déclarés d'intérêt intercommunal par délibérations concordantes de tous les Conseils communaux.

Si les deux tiers au moins des communes représentant les trois quarts au moins de la population totale de l'agglomération bruxelloise ont déclaré qu'un objet est

d'intérêt intercommunal, le Roi peut, après avoir pris l'avis de la Députation permanente, et nonobstant l'opposition ou l'abstention des autres communes, attribuer, pour cet objet, compétence au Conseil Intercommunal. Ainsi se trouve respecté dans la plus large mesure possible le principe de l'autonomie locale. Ce principe ne fléchit que moyennant de très sérieuses garanties et dans le cas seulement où la résistance obstinée d'une infime minorité risquerait de compromettre une œuvre d'unification commandée par l'intérêt général.

Les délibérations du Conseil intercommunal ont force obligatoire pour tous les Conseils communaux de l'agglomération, lesquels sont tenus de les entériner et de porter au budget de la commune les charges que comporte leur exécution.

Aux termes de ma proposition de loi, le prorata de la participation incombant à chaque commune dans les dites charges était déterminé en ayant égard pour 1/4 au chiffre de la population et pour 3/4 au montant des contributions directes dues par l'ensemble des habitants de la commune. Cette base de répartition était celle admise par la Conférence des Bourgmestres de l'Agglomération Bruxelloise pour les œuvres d'intérêt intercommunal. Depuis le dépôt de ma proposition de loi, notre régime fiscal a été profondément modifié et la Conférence des Bourgmestres a unanimement décidé que désormais, dans les dépenses des institutions intercommunales, chaque commune interviendrait au prorata de sa quote-part dans la formation du Fonds commun de la Bienfaisance.

L'alinéa 4 de l'article 10 de ma proposition de loi devrait être amendé en ce sens.

Aux termes de ma proposition de loi, l'exécution des délibérations du Conseil intercommunal est confiée à un bureau chargé de soumettre chaque année au Conseil intercommunal le budget du prochain exercice, ainsi que le compte des recettes et des dépenses de l'exercice écoulé.

La Commission conclut à l'adoption de la proposition de loi amendée quant à l'alinéa 4 de l'article 10, dans les termes suivants : « La participation incombant à chaque commune est déterminée par le Conseil intercommunal, au prorata de la quote-part de celle-ci dans la formation du Fonds commun de la bienfaisance. »

Le Rapporteur,

ADOLPHE MAX.

Le Président,

ÉMILE BRUNET.



(4)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 FEBRUARI 1925.

Wetsvoorstellen :

- 1° tot inrichting van het metropolitaansch district van Brussel;
- 2° betreffende de vereeniging van Brussel en omliggende gemeenten tot één hoofdstad;
- 3° tot regeling van de bestuursinrichting der Brusselsche agglomeratie (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **MAX**.

MIJNE HEEREN,

Het naast elkaar bestaan van gemeenten in eene zelfde agglomeratie, doet hunne belangen in elkaar loopen, waaruit dan noodwendigheden voortvloeien waarin de gewone gemeentestellingen niet kunnen voorzien.

Te dien aanzien, heeft de wet, waarbij de gemeenten gemachtigd worden vereenigingen te vormen met het oog op het openbaar nut, in ons bestuurlijk stelsel een onbetwistbare verbetering aangebracht. Maar deze wet kan het gebrek aan coordinatie niet verhelpen, dat voortvloeit uit het mangelen van een doorlopenden band tusschen de verschillende strooken grond die, aan elkaar belendend en te zamen een enkele stad vormend, nochtans elk eene volledige onafhankelijkheid tegenover elkander behouden.

Dit bezwaar doet zich vooral voelen in de Brusselsche agglomeratie.

De Conferentie van Burgemeesters tracht het klaarblijkend euvel te vermindern.

Zij heeft de taak op zich genomen eene betrekkelijke overeenstemming te

(1) Wetsvoorstellen, n^{rs} 41, 43 en 66 (1921-1922).

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Brunet, bestond uit de heeren Bertrand, Brunet, Cocq, De Bue, De Bruycker, Doms, Elbers, Hallet, Max, Pussemier, Troelet, Uytroever en Wauwermans.

brengeu tussehen de menigvuldige tegenstrijdige regelingen. Maar ontdaan van elk officieel karakter, moet zij voor hare beslissingen de goedkeuring vragen van vijftien gemeenteraden, waarin de beschouwingen van privaat belang niet altijd wijken voor het algemeen belang.

Sedert lang wordt eene hervorming gewenscht die aan de hoofdstad een meer rationeel bestuurlijk statuut verschaft.

Drie wetsvoorstellen, steunend op dien wensch, werden reeds bij de Kamer der Volksvertegenwoordigers ingediend.

Een van die voorstellen gaat uit van den heer Hallet. Het beoogt de versmelting van al de gemeenten der Brusselsche agglomeratie tot eene enkele gemeente. Uitstekende beweeggronden kunnen voor dit stelsel worden aangevoerd. Maar in de tegenwoordige omstandigheden is er geene illusie mogelijk omtrent de aanneming van dit ontwerp. De voorsteden van Brussel komen daartegen op de heftigste wijze in verzet. Te recht fier over hunne uitbreiding, over de werken die zij hebben tot stand gebracht, over de bewonderenswaardige instellingen die van hun ondernemingsgeest getuigen, en gehecht aan de herinneringen van hun verleden, willen zij niets van hun zelfstandig bestaan offeren. Dit gevoelen moet geëerbiedigd worden.

Is het bovendien niet te vreezen dat het Parlement aarzelt in het centrum van ons landje eene hoofdstad met ongeveer een millioen inwoners op te richten. »

De gedachte werd vooruitgezet al de gemeenten van de Brusselsche agglomeratie te vereenigen in een metropolitaansch district waaraan van ambtswege, voor eene gansche reeks belangrijke zaken, de bevoegdheid zou opgedragen worden die onze tegenwoordige wetgeving alleen aan de gemeentelijke overheid schenkt. Zoo de voorsteden van Brussel er konden toe besluiten de mogelijkheid van een zoo ernstige inbreuk op hare zelfstandigheid als aanneemlijk te beschouwen, dan deden zij dit uit vrees voor een grooter gevaar waardoor zij meenden bedreigd te zijn, namelijk van eene annexatie zonder meer, voor dewelke in de openbare meening op een zeker oogenblik eene strooming voelbaar was.

Onder invloed van die vrees, werd het ontwerp van een metropolitaansch district opgemaakt. De heer De Bue diende het in als wetsvoorstel.

Ik had de eer door eene intercommunale Commissie, samengesteld onder het voorzitterschap van den burgemeester van Sint-Gillis, uitgenoodigd te worden om met den heer De Bue zelf en met de heeren Diderich en Pètre, onderscheidenlijk schepenen te Sint-Gilles en te Sint-Joost-ten-Noode, eene formule te zoeken van administratieve organisatie der Brusselsche agglomeratie, met inachtneming van de te waarborgen belangen, en dat de critiek vermijdt waaraan de vroeger voorgestelde stelsels bloot stonden.

Zonder moeilijkheid kwam men tot een akkoord. In mijn voorstel van 1921, vervallen wegens de Kamerontbinding, lag dit akkoord vervat. Het werd ophieuw opgenomen in mijn nieuw wetsvoorstel ingediend op 23 Februari 1922. (Document n^o 66, zittingsjaar 1921-1922.)

Dit voorstel vraagt de inrichting van een Intercommunalen Raad, bestaande uit de afgevaardigden aangeduid met toepassing van het beginsel der evenredige vertegenwoordiging door de onderscheidene gemeenteraden van de Brusselsche agglomeratie; elke gemeente heeft recht op een afgevaardigde per 15,000 inwoners.

Op de besluiten van de Intercommunale Commissie zijn een zeker getal bepalingen van de gemeentewet toepasselijk.

De Intercommunale Raad doet uitspraak over de onderwerpen van intercommunaal belang gecoördeld, op eensluidende beraadslagingen van al de gemeenteraden.

Indien de 2/3 tenminste van de gemeenten, die tenminste de 3/4 vertegenwoordigen van de gansche bevolking van de Brusselsche agglomeratie, verklaard hebben dat eene zaak van intercommunaal belang is, dan kan de Koning, na advies van de Bestendige Deputatie, en ondanks het verzet op de onthouding van de andere gemeenten, voor deze zaak bevoegdheid toekennen aan den Intercommunalen Raad. Aldus wordt het princip van de plaatselijke zelfstandigheid op de ruimste wijze geëerbiedigd. Van dit princip wordt slechts afgeweken wanneer er zeer ernstige waarborgen bestaan, en enkel in het geval waarbij de hardnekkige tegenstand van eene kleine minderheid een werk van eenmaking, opgelegd door het openbaar belang, dreigt in gevaar te brengen.

De beslissingen van den Intercommunalen Raad zijn bindend voor al de gemeenteraden der agglomeratie, welke verplicht zijn ze te bekrachtigen en op de gemeentebegroting de lasten van de uitvoering te brengen.

Naar luid van mijn wetsvoorstel, is de verhouding van het deel in de lasten dat op elke gemeente valt, bepaald voor een vierde naar het bevolkingscijfer, en op drij vierden naar het bedrag der rechtstreeksche belastingen verschuldigd door de gezamenlijke inwoners van de gemeente. De basis van omslag is dezelfde als die welke werd aangenomen door de Conferentie van de Burgemeesters der Brusselsche agglomeratie voor de werken van intercommunaal belang. Sedert het indienen van mijn wetsvoorstel, werd ons belastingstelsel grondig gewijzigd, en de Conferentie van Burgemeesters heeft eenparig besloten dat voortaan, in de uitgaven van de intercommunale instellingen elke gemeente zou tusschenkomen in verhouding van haar aandeel in de vorming van het Gemeentefonds der Weldadigheid.

Lid 4 van artikel 10 van mijn wetsvoorstel zou in dien zin moeten gewijzigd worden.

Naar luid van mijn wetsvoorstel wordt de uitvoering van de beslissingen van den Intercommunalen Raad toevertrouwd aan een bureel belast met jaarlijks aan den Intercommunalen Raad, de begroting voor te leggen voor het volgend dienstjaar, evenals de rekening van de ontvangsten en uitgaven van het verlopen dienstjaar.

De Commissie besluit tot de goedkeuring van het wetsvoorstel, waarvan lid 4 van artikel 10 als volgt zou gewijzigd worden : « Het aandeel ten laste van iedere gemeente wordt door den Intercommunalen Raad bepaald in verhouding van het aandeel dezer gemeente in de vorming van het gemeen Weldadigheidsfonds ».

De Verslaggever,

A. MAX.

De Voorzitter,

EM. BRUNET.

